

### Conséquences pour les entreprises canadiennes

Les activités collectives des institutions financières arabes dans les domaines des finances et du développement représentent de substantielles sources de financement pour des projets réalisés partout dans le monde, ce qui se traduit par d'importantes occasions d'affaires pour les entreprises, les fournisseurs et les experts-conseils canadiens, à condition que ceux-ci comprennent à fond les mécanismes, la structure et les méthodes propres à chaque institution. De plus, les gens d'affaires canadiens doivent saisir toute l'importance du réseautage, des partenariats et de la formation d'alliances stratégiques avec des entreprises ou des personnes établies sur place. Les contacts personnels et les relations à long terme sont la clé de l'établissement d'une solide base commerciale dans la région. Dans la plupart des cas, le mode de fonctionnement et le mandat de ces fonds ne sont pas conçus pour exclure une participation internationale et ne créent aucune entrave particulière à une participation accrue des entreprises canadiennes. Contrairement à certaines croyances, l'admissibilité des pays bénéficiaires ne se limite pas aux pays arabes ou islamiques, sauf dans le cas du Fonds arabe pour le développement économique et social et, dans une certaine mesure, de la Banque islamique de développement.

Les entreprises canadiennes doivent également avoir conscience des activités de consultation constantes ou, du moins, fréquentes que mènent ces fonds pour assurer une utilisation efficace des ressources arabes. Les fonds de développement mentionnés dans le présent rapport, notamment le Fonds de l'OPEP, la BADEA et le Fonds monétaire arabe, se réunissent régulièrement pour se consulter sur des sujets d'intérêt commun, discuter de stratégies de cofinancement, coordonner des projets, organiser des missions conjointes, assurer un suivi à l'égard des projets cofinancés, échanger de l'information et des opinions sur diverses questions financières et même comparer les listes de projets soumis par les pays bénéficiaires en vue de déterminer lequel des fonds se prête le mieux à un type donné de projet.

Ce processus de consultation est également renforcé par les exigences de chaque fonds en matière de cofinancement (la plupart ne financeront que jusqu'à 50 % du coût d'un projet), ces exigences étant destinées à réduire le risque. La plaque tournante de cette structure de consultation est le Secrétariat de coordination du Groupe des institutions nationales et régionales arabes, qui fait partie du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES). Par conséquent, lorsqu'il faut obtenir un financement pour une importante